



Case

FRC

5619

ARRET de la souveraine cour des  
comptes, aides et finances de Mont-  
pellier, qui maintient les dispositions  
de son arrêt du 11 mars dernier.

Du 30 avril 1788.

La cour, les chambres & semestres assem-  
blés, vu la copie de l'arrêt du conseil du 5 de  
ce mois, & la signification mise au bas d'icelle,  
faite le 16 du courant, par Roussel, huissier au  
conseil, à pralon, greffier en la cour, les gens  
du Roi ouïs en leurs conclusions : eux retirés.

La cour considérant qu'elle ne peut reconnoître  
la volonté du Roi dans des arrêts du conseil, non-  
revêtus de lettres-patentes duement vérifiées.

Considérant encore que les maximes énoncées  
dans l'arrêt du conseil du 5 de ce mois, sur l'établis-  
sement des impôts dans la province, par le seul  
consentement des états, sans l'intervention d'au-  
cune autorité intermédiaire, blessent essentielle-  
ment les intérêts du Roi, et tendent à anéantir la  
loi sacrée de la vérification et de l'enregistrement  
dans les cours.

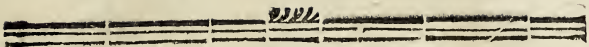
Considérant enfin , que ledit arrêt du conseil porte le caractere d'une nouvelle surprise faite à la religion de sa majesté , en ce qu'il confirme l'ordonnance des commissaires du roi et des états, du 30 janvier dernier , dont l'exécution jetterait le trouble dans la province , et aggraverait la charge de l'impôt.

La cour a maintenu & maintient les dispositions de son arrêt du 11 mars dernier, a ordonné et ordonne que le présent arrêt sera imprimé pour être envoyé, à la diligence du procureur-général du roi, aux maires , consuls et autres administrateurs des villes et communautés de son ressort; enjoint audit procureur-général d'en certifier la cour dans le mois.

Fait à Montpellier , le 30 avril mil sept cent quatre-vingt huit. collationné, Atgier , greffier.

Monsieur Vassal , rapporteur.





# D É C L A R A T I O N

## D ' H O N N E U R .

Nous , officiers du parlement de Toulouse , desirant mettre dans notre conduite , la même uniformité qui regne dans nos principes , nous promettons , mutuellement , sur notre honneur , de ne jamais nous prêter à aucune opération qui tendroit à dégrader le parlement , en lui ôtant quelque'une des fonctions qui lui appartiennent essentiellement , notamment la vérification & enrégistrement des lois du Royaume.

